

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Béthune

Béthune, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VANHEEDE ENVIRONNEMENT

Parc des industries Artois Flandres
Avenue de Sofia
62138 Billy-Berclau

Références : 0051-2026
Code AIOT : 0007005009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 Billy-Berclau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier non daté, l'Inspection recevait le 19/12/2025 une plainte anonyme dénonçant des pratiques illégales d'enfouissement de médicaments périmés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 Billy-Berclau

- Code AIOT : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Situation administrative

La société VANHEEDE FRANCE a été autorisée à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral du 9 novembre 2011.

En 2022, la société VANHEEDE déposait une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation d'une unité de transformation et de traitement de déchets non dangereux et non inertes (fabrication de CSR) ainsi que le traitement de biodéchets sur son site de BILLY-BERCLAU. Par arrêté préfectoral du 11/07/2023, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT était autorisée:

- à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux,
- à produire 350 tonnes par jour de CSR (combustible solide de récupération) directement sur le site,
- à augmenter sa quantité de tri de déchets non dangereux (250 t/j au lieu de 140 t/j),
- à traiter 150 tonnes par jour de biodéchets alimentaires non dangereux.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 05/12/2025 actait et réglementait les demandes suivantes de la société VANHEEDE:

- ajout de déchets admissibles sur le site
- modifications de l'organisation d'un bâtiment (MRF) du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 11/07/2023, article 2.1.4.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	PC2	Code de l'environnement du 17/11/2025, article R.543-59	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les médicaments visualisés sur les photographies de la plainte ainsi que ceux observés dans les box de stockage de déchets du site de la société VANHEEDE ne sont pas classés comme déchets dangereux. Ces déchets sont mélangés à d'autres déchets non dangereux du site et envoyés en incinération.

Il n'a donc pas été constaté l'envoi de médicaments classés comme déchets dangereux pour enfouissement chez la société SUEZ.

Les constats effectués durant l'inspection du 26/01/2026 ont toutefois mené à une proposition de mise en demeure portant sur le point suivant:

- l'exploitant doit prendre des dispositions pour garantir que les emballages (et notices) valorisables des médicaments soient retirés avant envoi en incinération.

L'exploitant devra également apporter une action corrective pour le point suivant sous un mois :

- l'exploitant doit renforcer les contrôles des déchets reçus (notamment renforcement et analyse des "dossiers déchets - FIP" servant de base à l'établissement des certificats d'acceptation préalable) afin de garantir que les déchets interdits ne seront plus acceptés en transit sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2023, article 2.1.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, admission des déchets sur le site
Prescription contrôlée : 2.1.4.1.1 Déchets admis sur le site La quantité maximale de déchets non dangereux pouvant entrer sur le site est limitée à 250 000 tonnes par an. La quantité maximale de déchets dangereux pouvant entrer sur le site est limitée à 10 000 tonnes par an. <u>Seuls sont admis dans l'établissement les déchets repris en annexe au présent arrêté, la codification reprenant celle de la nomenclature des déchets visée à l'article 7 de la directive 2008/98/CE.</u> Les déchets admis sur le site proviennent majoritairement de la région HAUTS-DE-FRANCE et minoritairement de l'ILE DE FRANCE, de la NORMANDIE, de la CHAMPAGNE-ARDENNE et du BENELUX. L'exploitant peut exceptionnellement admettre sur site des déchets avec une provenance plus lointaine en FRANCE (pourcentage annuel maximum de 10 % des déchets pouvant entrer sur le site) si ces provenances permettent aux transporteurs de ne pas traverser une partie de la FRANCE à vide. L'exploitant doit pouvoir justifier ces provenances géographiques lointaines.
Constats : <u>Objet de la plainte</u> La plainte indiquait que des médicaments périmés étaient enfouis sur le site de la société SUEZ à Hersin-Coupigny après un transit chez la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT. Le plaignant indiquait que ces médicaments étaient des déchets dangereux. Plusieurs photos étaient jointes au courrier. <u>Inspection du 26/01/2026</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant nous indiquait qu'il recevait bien en transit des médicaments périmés en provenance de la société OCD ENVIRONNEMENT basée à Boissy-le-Châtel (77169). L'Inspection a notamment pu identifier les médicaments suivants sur les photographies de la plainte (voir annexe): prostine (gel), vydura (médicament contre la migraine). Ce sont des déchets non dangereux. Sur site, l'Inspection a pu constater la présence de médicaments (voir photographies en annexe) dans le box des déchets non dangereux destinés à l'incinération. Il s'agissait des médicaments périmés suivants: EUPRESSYL (traitement de l'hypertension artérielle), FIXODENT (adhésifs dentaires pour prothèses dentaires), NEXIUM (traitement des symptômes du reflux gastro-œsophagien), INGELVAC (vaccin à destination des animaux),...Ce sont également des déchets non dangereux. Les médicaments périmés proviennent uniquement de la société OCD ENVIRONNEMENT. Dans le registre d'entrée des déchets, l'Inspection a pu relever que les médicaments en provenance d'OCD ENVIRONNEMENT étaient réceptionnés sous le code déchet 200301 (déchets

municipaux en mélange).

Sur la FIP (fiche d'identification préalable), c'était le code déchet 200132 (médicaments provenant de déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations, y compris les fractions collectées séparément)) qui était indiqué.

L'Inspection indiquait à l'exploitant que le code déchet utilisé 200301 (déchets municipaux en mélange) n'était pas correct pour ce type de déchets. C'est un code déchet du type 180109 "médicaments autres que ceux visés à la rubrique 180108" qui devrait être utilisé. C'est une obligation du producteur de caractériser correctement ses déchets avec un code déchets approprié (L.541-7-1 du code de l'environnement). Le détenteur est également tenu de justifier le caractère approprié du code déchets.

Par message électronique du 04/02/2026, l'exploitant nous fournissait les éléments complémentaires suivants:

- le nombre d'entrées de déchets en provenance de la société OCD ENVIRONNEMENT qui ont eu lieu en 2025: 122 pour un poids total de 768 tonnes,
- une procédure "destruction déchets sensibles" datée du 30/01/2024 relative à la destruction de ce type de déchets sur son site. Les déchets dits sensibles (médicaments périmés) sont traités de manière spécifique et sont stockés dans des emplacements provisoires. Ce stockage provisoire est nécessaire afin de pouvoir les mélanger le plus uniformément possible avec les déchets non dangereux destinés à l'incinération. Le mélange réalisé est ainsi envoyé chez la société FLAMOVAL ou la société PAPREC ENERGIES pour incinération.
- la création d'une nouvelle FIP pour les déchets médicaux périmés provenant de la société OCD ENVIRONNEMENT avec le code déchet 180109 (médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08). Pour les produits de cosmétiques et/ou parapharmacie, le code déchet choisi est le 200132 (médicaments provenant de déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations, y compris les fractions collectées séparément)).

Avis de l'inspection:

- objet de la plainte

Les médicaments périmés identifiés sur les photographies et ceux présents sur le site de Billy-Berclau ne sont pas classés comme des déchets dangereux. Ils rejoignent la filière de l'incinération comme le prévoit la réglementation en vigueur. En effet, la réglementation exige que les médicaments non utilisés soient détruits par incinération avec valorisation énergétique (article R.4211-27 du Code de la santé publique).

Par message électronique du 27/03/2026, l'exploitant nous précisait que:

- la filière Cyclamed (dont la principale mission est de collecter les médicaments non utilisés rapportés par les particuliers en pharmacie, en tant qu'éco-organisme) n'était pas utilisée car les médicaments n'étaient pas entrés dans le circuit médical (pharmacie par exemple). Ils sont stockés dans un entrepôt et font finalement l'objet d'un déstockage.
- la société OCD ENVIRONNEMENT ne versait pas de contribution financière à l'éco-organisme Cyclamed.

- acceptabilité des déchets

Le code déchet de la FIP retenu par la société OCD ENVIRONNEMENT n'aurait pas dû être le code déchet 200301 pour les arrivées de médicaments périmés mais bien le code déchet 180109. La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT aurait dû demander à son client de justifier le code déchet retenu.

Sur les registres de déchets fournis trimestriellement par l'exploitant, l'Inspection a relevé que la société VANHEEDE avait reçu des déchets en provenance d'OCD ENVIRONNEMENT dès 2024 notamment 132 tonnes au 3^{ème} trimestre 2024 et 221 tonnes au 4^{ème} trimestre 2024.

La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT indiquait probablement sciemment le code déchet 20 03 01 (déchets municipaux en mélange) dans le registre des déchets : c'est incohérent avec la FID. Par arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023, la société VANHEEDE avait obtenu l'autorisation de recevoir les codes déchets 200301 et 200132. Elle a également été autorisée à recevoir le code déchet 180109 par arrêté préfectoral complémentaire du 05/12/2025 (demande de l'exploitant du 06/05/2025).

L'acceptation des déchets de médicaments périmés (code 180109) par la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT n'était pas possible avant le 05/12/2025.

L'exploitant nous avait indiqué par message électronique du 27/03 que la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT avait uniquement vérifié - lors de la phase d'acceptabilité - que le code fourni par la société OCD ENVIRONNEMENT appartenait bien à la liste des déchets admissibles figurant dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

Il ressort des constatations faites que les procédures de contrôles administratifs et visuels des déchets reçus ne sont pas suffisantes pour garantir la non acceptation de déchets non autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les constatations effectuées amènent l'inspection des installations classées à demander un renforcement de l'organisation des contrôles actuellement mise en place ainsi qu'une consolidation et une analyse des « dossiers déchets - FIP ».

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, d'effectuer une analyse de l'ensemble des « dossiers déchets » afin de s'assurer que ceux-ci ne comportent pas des déchets interdits.

L'exploitant devra prendre des mesures afin de renforcer sa procédure d'acceptation des déchets sur son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, de renforcer les contrôles des déchets reçus afin de garantir que les déchets interdits ne seront plus acceptés en transit sur site. Le renforcement de son organisation couvrira aussi bien les contrôles administratifs que les contrôles visuels et intégrera la formation des intervenants aux nouvelles procédures mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/11/2025, article R.543-59

Thème(s) : Risques chroniques, tri des déchets d'emballage

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les détenteurs de déchets d'emballage mentionnés au premier alinéa de l'<u>article R. 543-57</u> sont tenus de ne pas les mélanger à d'autres déchets de leurs activités.</p> <p>Par dérogation au précédent alinéa, les déchets d'emballages peuvent être mélangés à d'autres déchets d'activité, mais exclusivement si cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'<u>article L. 541-1</u>.</p> <p>S'ils les cèdent à un tiers, ils doivent en assurer le stockage provisoire et la mise à disposition dans des conditions propices à leur valorisation ultérieure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le site de la société VANHEEDE, les déchets de médicaments non dangereux sont mélangés avec leurs emballages aux autres déchets non-dangereux destinés à l'incinération.</p> <p>La gestion des emballages vides de médicaments non-dangereux ne doit pas poser pas de difficultés particulières: il s'agit de déchets non-dangereux en majorité recyclables, le plus souvent en carton ou matières plastiques, qui doivent ainsi rejoindre la filière des emballages.</p> <p>Le recyclage est devant la valorisation énergétique dans la hiérarchie de traitement des emballages.</p> <p>L'exploitant devra ainsi prendre des dispositions pour trier les emballages des médicaments périmés reçus notamment pour les notices et les emballages en carton.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Trier les emballages des médicaments périmés reçus notamment pour les notices et les emballages en carton.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>